

## Willy Brandt, Mémoires: extrait sur les débuts de l'Ostpolitik

**Légende:** Dans ses Mémoires, Willy Brandt, ancien chancelier de la République fédérale d'Allemagne, décrit les premiers pas de l'Ostpolitik et rappelle quelles furent les réactions des pays occidentaux face à cette ouverture de la politique étrangère de la RFA.

**Source:** BRANDT, Willy. Mémoires. Paris: Albin Michel, 1990. 430 p. ISBN 2-226-03990-2. p. 160-163.

**Copyright:** Willy Brandt

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/willy\\_brandt\\_memoires\\_extrait\\_sur\\_les\\_debuts\\_de\\_l\\_ostpolitik-fr-1b4f37ab-a591-444f-9a25-2917e685714a.html](http://www.cvce.eu/obj/willy_brandt_memoires_extrait_sur_les_debuts_de_l_ostpolitik-fr-1b4f37ab-a591-444f-9a25-2917e685714a.html)

**Date de dernière mise à jour:** 03/07/2015

## Willy Brandt, Mémoires

[...]

Je n'ai pas attendu d'être chancelier pour me poser la question; des années auparavant déjà, je m'étais demandé : que peut faire ton pays, que peut faire la République fédérale d'Allemagne pour la paix? Que peut-elle faire, que peux-tu faire pour surmonter les suites de la Seconde Guerre mondiale, pour mettre fin à la confrontation et aider à construire - au-delà des oppositions qui sont toujours actives - un système de sécurité et de coopération en Europe ? Une politique de paix devait et doit toujours signifier davantage que des discours sur la paix; davantage que des applaudissements ou des critiques adressés à d'autres. La République fédérale d'Allemagne, justement, devait fournir une contribution concrète et non pas seulement verbale. Nous ne devons pas nous enliser dans les généralités, mais nous efforcer de tenir compte du rôle spécifique de notre pays.

Autrement dit : il ne fallait pas attendre des autres la réponse que nous devons donner nous-mêmes. Il ne fallait pas partir d'une situation imaginaire, mais de la situation réelle, issue de la guerre. Il s'agissait de surmonter la tendance - trop répandue - aux illusions et de ne pas confondre la réalité et les formules juridiques. C'est ainsi seulement que nous pouvions être capables d'agir sur le plan international.

La formule « Ostpolitik » (politique d'ouverture à l'Est) dont on m'a attribué la paternité et qui m'a collé à la peau par la suite, ne m'a jamais semblé être une trouvaille très heureuse. Mais comment peut-on rattraper un mot qui est devenu autonome et qui a été vite adopté par les langues étrangères ? Pourquoi cette étiquette ne m'était-elle pas agréable ? Je craignais qu'elle n'incitât à supposer que je considérais la politique étrangère comme une commode dont on tirait tantôt un tiroir, tantôt un autre. Avec mes collègues et, en premier lieu, avec le ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier, je parlais du fait qu'il nous fallait concilier deux points : rester des partenaires dignes de confiance à l'Ouest, et approfondir avec l'Est une compréhension qui s'esquissait péniblement. J'avais conscience que notre intérêt national ne nous permettait en aucun cas d'osciller entre l'Ouest et l'Est.

Pour employer une formule simple, il fallait que nos efforts politiques à l'Est se fassent en accord avec nos partenaires occidentaux, soient ancrés dans la structure politique de l'Alliance atlantique. Et plus simplement encore : notre politique d'ouverture à l'Est devait commencer à l'Ouest. Toutefois, l'évolution depuis les traités avec les Alliés occidentaux signés en 1955 exigeait des relations aussi normales et productives que possible avec l'Union soviétique et les autres Etats du Pacte de Varsovie. Cette normalisation était nécessaire pour que la République fédérale puisse veiller, à peu près à égalité de droits, à ses intérêts en Europe. Nous nous sommes donc décidés à apporter notre contribution pour que la paix soit fondée sur la plus grande sécurité possible, « conscients de notre responsabilité particulière en Europe et désireux d'y consacrer le meilleur de nos forces que, d'ailleurs, nous ne surestimons pas ».

[...]

On a supposé à l'occasion, et souvent non sans malveillance, que ma politique pouvait avoir été motivée par des doutes quant aux intentions des Etats-Unis. Il n'en était rien. Il est exact en tout cas que j'ai tenu compte, dans mes considérations, des intérêts et des problèmes spécifiques des Etats-Unis et que je suis aussi parti du fait que l'engagement américain en Europe irait en diminuant plutôt qu'en augmentant au cours des années à venir. Mais je l'avais dit très clairement : nos relations étroites avec les Américains excluaient le moindre doute quant au caractère obligatoire des engagements qu'ils avaient contractés envers l'Europe, la République fédérale et Berlin-Ouest. Nos intérêts communs n'avaient besoin ni d'assurances supplémentaires ni de déclarations renouvelées. Ils allaient dans le sens d'une politique allemande plus autonome dans le cadre d'une collaboration entre partenaires plus active.

Et qu'en était-il de l'information et de la consultation des puissances occidentales, dans la mesure où leurs droits, toujours effectifs concernant « l'Allemagne dans son ensemble », étaient en jeu ? Il est exact qu'à l'Est aussi nous voulions défendre nous-mêmes nos propres intérêts et être ainsi encore « plus égaux » qu'auparavant. Cependant nous n'avons jamais manqué de fournir à nos alliés occidentaux des informations

régulières. Mais Henry Kissinger a constaté à juste titre que Brandt n'avait pas « demandé la permission, mais notre coopération, pour une politique dont la direction fondamentale était déjà déterminée ».

Il n'est pas nécessaire d'avoir lu les Mémoires de Kissinger pour savoir que les capitales occidentales nous guettaient avec une méfiance à peine dissimulée – moins marquée à Londres, d'après mes observations ; Paris oscillait nettement entre la compréhension et les spéculations effrénées. A Washington, la situation était aussi simple que le conseiller de Nixon pour la sécurité le dit à mon éminent collaborateur Paul Frank en 1970 : « Avec l'URSS, si détente il y a, c'est à nous qu'elle incombe ».

[...]